

Commissions

Commission spéciale “abus sexuels”

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

Président : Mme Karine Lalieux

➤ **LUNDI 24 JANVIER 2011**

Audition de M. René Stockman, supérieur général de la Congrégation des Frères de la Charité.

- Un échange de vues a eu lieu avec les membres après l'exposé de M. Stockman.

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

Audition de M. Gabriel Ringlet, professeur émérite à l'UCL.

- Un échange de vues a eu lieu avec les membres après l'exposé de M. Gabriel Ringlet.

Audition de :

- M. Karel Van Cauwenberghe, président de l'Association des juges d'instruction et juge d'instruction au tribunal de première instance d'Anvers;

- Mme Françoise Van den Noortgaete, juge d'instruction au tribunal de première instance de Tournai.

- Un échange de vues a eu lieu avec les membres après les exposés.

Prochaine séance : lundi 31 janvier 2011.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

1. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur “l'acompte lors d'une hospitalisation” (n° 2182).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

2. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la vente de chiens et de chats par des particuliers" (n° 2288).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le respect de la loi sur l'euthanasie" (n° 2293).

- Question de Mme Marie-Claire Lambert à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la loi sur l'euthanasie" (n° 2303).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Proposition de loi (Philippe Blanchart, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Yvan Mayeur, Franco Seminara) modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 relatif à la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, n° 427/1. (Continuation). (Rapporteur: Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers).

- Quatre amendements ont été introduits par M. Philippe Blanchart et consorts.

- La commission a décidé de demander l'avis du Conseil d'Etat sur la proposition de loi et les amendements déposés.

- Un avis par écrit sera également demandé à Febiac et JPE.

5. Proposition de loi (Catherine Fonck, Bart Somers, Philippe Blanchart, Willem-Frederik Schiltz, Maya Detiège) relative à la publicité concernant les motocyclettes, n°s 602/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Colette Burgeon.

- Exposé introductif de Mme Catherine Fonck.

- La discussion générale a été entamée.

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

1. Question de Mme Meryame Kitir au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la prime d'intégration socio-professionnelle" (n° 1343).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

2. Question de M. Yvan Mayeur au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les chèques circulaires des CPAS" (n° 1587).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement des frais d'accueil par les demandeurs d'asile qui travaillent" (n° 1650).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les frais médicaux supportés par Fedasil" (n° 1704).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de M. Hans Bonte au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport d'évaluation du règlement collectif de dettes" (n° 2176).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la politique du personnel auprès de Fedasil" (n° 2258).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine séance : mercredi 2 février 2011.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

GRUPE DE TRAVAIL SPECIAL SUR LE HARCELEMENT AU TRAVAIL

1. Ordre des travaux.

- La commission approuve la proposition du président concernant le calendrier des travaux futurs, mais souhaite que l'auditorat du travail, un représentant des services de prévention externes, ainsi qu'une association de soutien aux victimes, soient également invités à prendre la parole.

2. Audition de :

- Mme Chantal Mailliet, attachée-médecin-inspectrice du travail;
- Mme Godelieve Ponnet, conseillère, chef de la division des normes sur le bien-être au travail.
(Continuation). (Rapporteurs: Mmes De Bue et Van Eetvelde).

- Les deux fonctionnaires du SPF Emploi, ainsi que M. Paul Tousseyn, directeur général de la DG « Contrôle du bien-être au travail » et Mme Valérie Poucet, attachée-juriste à la DG « humanisation du travail » ont également répondu aux questions des membres.

3. Proposition de loi portant la prolongation des mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, n° 1112/1. (Pour mémoire).

- Rapporteur : Mme Nadia Sminate.
- Mme Catherine Fonck a présenté la proposition.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Les amendements n° 1 et 2 ont été déposés par Mme Fonck.
- Ont pris la parole : MM. Gilkinet, Vercamer, Clarinval, D'haeseleer, Mmes Demir, Vienne, Kitir, le président et la ministre de l'Emploi.
- Les articles et les amendements ont été adoptés.
- L'ensemble de la proposition de loi a été adoptée à l'unanimité.

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

1. Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les régimes de congé" (n° 1130).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le travail intérimaire dans le secteur de la navigation intérieure" (n° 1183).

- Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'admission de travailleurs intérimaires dans le secteur de la navigation intérieure" (n° 2313).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

3. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la présentation de l'attestation patronale de non-activité par les chauffeurs de camion" (n° 1535).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

4. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les contrats journaliers dans le secteur intérimaire" (n° 1536).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'activation des chômeurs" (n° 1635).

- Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le suivi des chômeurs" (n° 1637).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

6. Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les titres-services" (n° 1636).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le régime ALE" (n° 1638).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

8. Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les chômeurs âgés" (n° 1641).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les recommandations du FMI" (n° 1659).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

10. Question de Mme Veerle Wouters à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les allocations de chômage des travailleurs frontaliers" (n° 1663).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

11. Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les normes de qualité dans la législation relative aux titres-services" (n° 1692).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

12. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les secteurs qui, en raison du manque d'efforts en matière de formation, sont redevables de la cotisation prévue à l'article 30 du Pacte de solidarité entre les générations" (n° 1803).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

13. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les discussions en cours concernant la modernisation du droit du travail" (n° 1804).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la fraude relative aux titres-services" (n° 2024).

- Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le contrôle des entreprises de titres-services" (n° 2092).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

15. Question de Mme Valérie Déom à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les défauts de publication du bilan social" (n° 2057).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

16. Question de Mme Karin Temmerman à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'afflux de nouveaux citoyens de l'UE vers certaines villes" (n° 2100).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

17. Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'utilisation du plan d'embauche win-win" (n° 2190).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

Prochaine séance: mardi 1er février 2011.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Peter Luykx, Jan Jambon, Karel Uyttersprot, Bert Wollants, Flor Van Noppen) réformant l'Ordre des Architectes, n° 864/1.
- Proposition de loi (Hendrik Bogaert, Liesbeth Van der Auwera) réformant l'Ordre des Architectes, n° 86/1.
- Proposition de loi (Peter Logghe, Bruno Valkeniers, Barbara Pas, Hagen Goyvaerts) modifiant la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes en ce qui concerne la création d'un Ordre des architectes francophones et germanophones et d'un Ordre des architectes flamands, n° 892/1.

- Rapporteur : Mme Ann Vanheste.
- MM. Luykx, Logghe et Mme Van der Auwera ont fait un exposé.
- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : MM. Henry, George, Jambon, et Mme Lalieux, les trois auteurs précités ainsi que le représentant du ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.
- La commission a décidé de prendre la proposition n° 86/1 comme base de discussion.
- Il a également été décidé d'organiser des auditions.

2. Proposition de loi (Mathias De Clercq, Maggie De Block, Willem-Frederik Schiltz, Carina Van Cauter, Ine Somers) modifiant la réglementation en ce qui concerne les droits de pension des travailleurs indépendants, n° 708/1.

- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.
- Exposé introductif de M. Mathias De Clercq et le représentant du ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a réagi.

3. Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'accord sur l'électricité conclu entre Electrabel et les plus grandes entreprises industrielles belges" (n° 2106).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de Mme Katrin Jadin au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le nouveau site www.prixdeouf.be" (n° 2135).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le stockage de gaz à Loenhout" (n° 2198)

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le système belge de gestion des provisions nucléaires" (n° 2281).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine séance : mardi 1^{er} février 2011.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n°s 476/1 à 7.

Amendements de M. Frédéric c.s., de Mmes Marghem et Galant, de Mme Lanjri c.s., de MM. Francken, Schoofs et Goyvaerts, de Mme Genot et de MM. Jadot et Van Hecke.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n°s 494/1 à 3.

Amendements de Mmes Lanjri et Fonck.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Philippe Goffin) modifiant le Code de la Nationalité, n°s 601/1 à 3.

Amendements de Mmes Jacqueline Galant et Christine Marghem.

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n°s 618/1.

- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Linda Musin, Thierry Giet, Rachid Madrane, Valérie Déom, Özlem Özen) portant modification du Code de la Nationalité belge, n° 742/1. (Rapporteur : Christian Brotcorne). (Continuation).

- La discussion des articles a été poursuivie.

- Des amendements ont été déposés par M. Eric Jadot, Mme Eva Brems, Mme Carina Van Cauter, MM. Olivier Maingain et Damien Thiéry et Mme Marie-Christine Marghem.

2. Questions jointes:

- Question de M. Raf Terwingen au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les abus dans le cadre des jeux téléphoniques" (n° 1894).

- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les jeux téléphoniques" (n° 2162).

- Question de M. Raf Terwingen au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les abus dans le cadre des jeux téléphoniques" (n° 2168).

- Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les abus dans le cadre des jeux téléphoniques et la réaction du secrétaire d'État" (n° 2187).
- Question de M. Bruno Tobback au ministre de la Justice sur "le fonctionnement de la commission des jeux de hasard" (n° 2201).
- Question de M. Bruno Tobback au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "le fonctionnement de la commission des jeux de hasard" (n° 2202).
- Question de Mme Meyrem Almaci au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "la réglementation en matière de jeux téléphoniques" (n° 2228).
- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'attitude de la Commission des jeux de hasard concernant les jeux téléphoniques" (n° 2243).
- Question de Mme Carina Van Cauter au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les abus dans le cadre des jeux téléphoniques" (n° 2280).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

3. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "le projet pilote en matière de procédure accélérée à Gand" (n° 1941).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "le parricide commis par un détenu à Courtrai" (n° 1946).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de Mme Colette Burgeon au ministre de la Justice sur "le traitement des cas de mutilations génitales" (n° 2056).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "le bon déroulement des procédures de 'débaptisation' auprès de l'église catholique de Belgique" (n° 2080).

- Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "le bon déroulement des procédures de 'débaptisation' auprès de l'église catholique de Belgique" (n° 2220).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de Mme Els Demol au ministre de la Justice sur "le Corps de Sécurité" (n° 2226).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Justice sur "l'entretien du bâtiment. Les Cours de Justice de Mons" (n° 2227).

- Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur "l'état des bâtiments des cours et tribunaux montois" (n° 2262).

- Question de M. Franco Seminara au ministre de la Justice sur "l'état des bâtiments des cours et tribunaux montois", n° 2304.

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les erreurs commises par la Sûreté de l'État dans une affaire d'espionnage au sein du bâtiment Juste Lipse" (n° 2235).

- Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "l'enquête relative à l'affaire d'espionnage au sein du bâtiment Juste Lipse" (n° 2237).

- Question de Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les pratiques d'espionnage dans le bâtiment Juste Lipse" (n° 2196).

10. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la libération par la Chambre des mises en accusation d'une personne suspectée de meurtre et les problèmes d'agenda de la cour d'assises de Bruxelles" (n° 2236).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "les évocations d'amnistie des collaborateurs belges durant l'occupation allemande et le positionnement du département de la Justice en matière de poursuite des anciens criminels de guerre belges" (n° 2254).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "l'application de la loi sur l'euthanasie s'agissant des sujets âgés souffrant de polyopathologies" (n° 2256).

- Le ministre de la Justice a répondu.

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

1. Proposition de loi (Christian Brotcorne, Sonja Becq, Stefaan Van Hecke) portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, n°s 682/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Kristien Van Vaerenbergh.

- M. Christian Brotcorne et Mme Sonja Becq ont présenté leur proposition de loi.

- La discussion générale a été entamée.

- La commission a décidé d'organiser des auditions.

- Prochaine séance : mardi 1^{er} février 2011.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : Jacqueline Galant

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime.

- La commission a entamé l'examen des dossiers.

Prochaine réunion : mardi 1^{er} février 2011.

Droit Commercial

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées, n° 211/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse, n° 381/1.

- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera) visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne, n° 694/1.

- Proposition de loi (Joseph George, Catherine Fonck) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 649/1.

Proposition de loi (Muriel Gerkens, Eva Brems) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 686/1.

(Continuation). (Rapporteurs : Mme Marie-Christine Marghem et M. Karel Uyttersprot).

Audition de :

- Mme Mari Teigen, "Institute for Social Research", Oslo;

- Mme Marike Stellinga, "weekblad Elsevier";

- Mme Sybilla M. Dekker, "Stichting Talent naar de Top".

- Les orateurs ont exposé leur point de vue et ont ensuite répondu aux questions de M. De Clercq, Mme Déom, Mme Burgeon, Mme Becq, Mme Gerkens, Mme Demir et M. George.

Prochaine séance : mardi 1^{er} février 2011.

Finances et Budget + Justice

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET ET DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidents : Mmes Muriel Gerkens et Sarah Smeyers

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

Echange de vues avec le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice, sur l'avancement des travaux du groupe de travail "Una Via".

- Après un exposé introductif du secrétaire d'Etat, les travaux ont été commentés par les membres du groupe de travail :
- M. Patrick De Wolf, avocat général auprès de la Cour d'Appel de Bruxelles;
- Mme Marie-Anne Franquinet, avocat général auprès de la Cour du Travail de Liège;
- M. Frank Philipsen, administrateur-général de la BBI;
- M. Domblet, police fédérale.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Maggie De Block

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses concernant la Mobilité, n° 1050/1.

- Rapporteur : M. Tanguy Veys.
- Le secrétaire d'Etat a exposé le projet de loi.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Ont pris la parole : Mme Snoy d'Oppuers et M. Wollants.
- Des améliorations techniques ont été apportées à l'article 8.

- MM. Wollants, Vandepuut et Maertens ont introduit un amendement n° 1 à l'article 8 qui a été adopté à l'unanimité.
- Les articles 1 à 9 ont été adoptés tels que modifiés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté à l'unanimité.

2. Question de M. David Clarinval au secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les craintes de l'accompagnement des véhicules exceptionnels pour les petites sociétés de transport" (n° 1278).

- Le secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

3. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les incitants pour favoriser l'utilisation de voitures circulant au gaz naturel" (n° 1359).

- Le secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

4. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le respect de la législation linguistique au sein du SPF Mobilité et Transport" (n° 1360).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

5. Question de Mme Veerle Wouters au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la nouvelle campagne Bob 'I Bob you'" (n° 1427).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les subsides européens affectés au Rhin de fer" (n° 1469).

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les déclarations faites par le gouvernement fédéral allemand au sujet du Rhin de fer" (n° 1975).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

7. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le rapport médical sur les nuisances sonores liées au trafic aérien et leurs effets sur la santé" (n° 1532).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

8. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les objectifs des États généraux de la sécurité routière 2007" (n° 1558).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

9. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le financement européen de la modernisation de la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg" (n° 1597).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

10. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le nombre croissant de véhicules circulant sans assurance ni certificat de contrôle technique" (n° 1624).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

11. Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la méconnaissance du code de la route" (n° 1666).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la pénurie de produits dégivrants pour avions à l'aéroport de Bruxelles National" (n° 1801).
- Question de M. André Frédéric au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la pagaille engendrée par les chutes de neige à Brussels Airport" (n° 1887).
- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la pénurie de liquide de dégivrage à l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 2297).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

13. Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le transfert de service de médiation de la SNCB vers le SPF Mobilité" (n° 1815).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les relations entre l'organisme d'enquête pour les accidents ferroviaires et les autorités judiciaires" (n° 1840).
- Question de M. Steven Vandeput au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les relations entre les missions de contrôles du SSICF et d'Infrabel" (n° 1841).
- Question de M. Steven Vandeput au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les sources d'expertise externes de l'organisme d'enquête pour les accidents et incidents ferroviaires" (n° 1842).
- Question de M. Steven Vandeput au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la création d'une nouvelle entité 'coordination du rail' au sein du SPF Mobilité" (n° 1843).
- Question de M. Steven Vandeput au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'organisme d'enquête pour les accidents et incidents ferroviaires" (n° 1844).
- Question de M. Steven Vandeput au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le projet de loi instaurant un système de sanctions administratives au sein de l'organisme d'enquête pour les accidents ferroviaires" (n° 1845).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2010**

1. Questions jointes :

- Question de M. Damien Thiéry à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la réouverture de la ligne ferroviaire 154 Dinant-Givet" (n° 711).
- Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la réouverture de la ligne ferroviaire Dinant-Givet" (n° 1596).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

2. Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la distribution du courrier à Waasmunster" (n° 808).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

3. Question de M. Damien Thiéry à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les travaux entrepris par erreur par Infrabel dans le cadre de la mise en place du RER à Watermael-Boitsfort” (n° 989).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

4. Question de M. Peter Dedecker à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “certains aspects déontologiques de la fonction de commissaire du gouvernement auprès d’institutions et d’entreprises publiques” (n° 993).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

5. Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’application de la législation linguistique par Belgacom” (n° 1107).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’application de la législation linguistique par La Poste” (n° 1109).

- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “des dépliants francophones de bpost” (n° 1471).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

7. Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le préavis de grève du SACT pour le 23 novembre 2010” (n° 1127).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

8. Question de M. Peter Dedecker à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les conditions imposées par la SNCB à iRail” (n° 1288).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

9. Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’action ‘La gare est à tout le monde’” (n° 1391).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

10. Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’affectation des bénéfices d’Infrabel” (n° 1392).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

11. Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la dette financière historique de l’ancienne SNCB” (n° 1393).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

12. Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les versements au Fonds des Investissements ferroviaires effectués par les sociétés du Groupe SNCB” (n° 1394).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

13. Question de M. Anthony Dufrane au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “les investissements prévus à la gare de triage de Monceau” (n° 1452).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “un incident concernant le train P Bruxelles-Tongres” (n° 1455).

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l'incident qui s'est produit dans le train P Bruxelles-Tongres le 2 décembre 2010” (n° 1508).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le développement des lignes 27A et 12 et son impact sur la qualité de vie des riverains” (n° 1499).

- Question de Mme Zuhail Demir à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les travaux prévus par Infrabel à Ekeren” (n° 1613).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

16. Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la communication aux usagers des chemins de fer dans les gares” (n° 1501).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

17. Question de M. Bert Maertens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la consommation de drogues dans les toilettes des gares de la SNCB” (n° 1507).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

18. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la ligne Bruxelles-Mons et la desserte de la gare de Tubize” (n° 1516).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de M. André Frédéric à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la ‘révolution du 8 décembre 2013’ annoncée le 24 novembre dernier par le CEO de la SNCB” (n° 1566).

- Question de M. André Frédéric à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes de ponctualité du rail belge et la future ‘révolution du rail’” (n° 1988).

- Question de Mme Karin Temmerman à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le nouveau concept de transport de la SNCB” (n° 1773).

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les statistiques de ponctualité de la SNCB pour l’année 2010” (n° 2052).

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les études sur la ponctualité des trains” (n° 2054).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Prochaine séance : mardi 1er février 2011.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

1. Ordre des travaux.

Création d'une sous-commission “Sécurité nucléaire”.

- A l'unanimité, la commission propose la création d'une sous-commission «Sécurité nucléaire».

2. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 à 10.

Amendements de Mmes Lanjri et Dierick, M. Verherstraeten, Mme Galant, MM. Ducarme, Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck et Delacroix-Rolin, M. Jean Marie Dedecker, Mmes Genot et Brems et MM. Somers et De Man

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.

- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.
- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.
- Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin, Joseph George) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 681/1 et 2.
- Proposition de loi (Rachid Madrane, André Frédéric, Laurent Devin, Eric Thiébaud, Yvan Mayeur) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.
- Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n°s 757/1 et 2.
- Proposition de loi (Gerolf Annemans, Filip De Man, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Annick Ponthier, Tanguy Veys) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les conditions relatives au regroupement familial, n° 866/1.
(Continuation). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

- La discussion des articles a été poursuivie.
- Sont intervenus : MM. Madrane, Dewael, Somers, Mmes Lanjri, Delacroix-Rolin, Genot et M. Francken sont intervenus.

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

1. Echange de vues avec Mme Annelies van Cauwelaert-De Wyels, présidente de la Commission permanente de contrôle linguistique.

- Un échange de vues a eu lieu.
- Ont pris la parole : Mmes Delacroix-Rolin, Ponthier, Dierick et MM. Madrane, Van Esbroek, Thiéry et Weyts.

2. Question de M. Gerald Kindermans à la ministre de l'Intérieur sur "le nombre de fonctionnaires de police belges à l'étranger" (n° 1957).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

3. Question de M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "la publicité de l'administration au sein des conseils de police" (n° 2074).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "le succès mitigé rencontré par le service 'fraude football'" (n° 2078).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "les attaques de 'tophackers' présumés dans le cadre de l'affaire WikiLeaks et leur suivi par la Computer Crime Unit" (n° 2087).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les vols dans la zone frontalière avec la France" (n° 2188).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "l'arrêté royal relatif à la perception d'une rétribution pour les missions de police administrative de la police locale" (n° 2205).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "les redevances communales en matière de stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique" (n° 2221).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'attribution de distinctions honorifiques aux membres des services de police" (n° 2232).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Juliette Boulet à la ministre de l'Intérieur sur "la modification de la législation sur les systèmes d'alarme" (n° 2264).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "des nouvelles formes de coopération ou des nouvelles missions pour les sociétés de gardiennage" (n° 2282).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la dotation fédérale 2010 encourageant la politique de recrutement dans les zones de police" (n° 2305).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "la délivrance de certificats de sécurité par l'AFCN" (n° 2315).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "l'impact du projet MYRRHA sur l'AFCN" (n° 2319).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les problèmes avec les Roms à Gand" (n° 1778).

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les problèmes avec les Roms à Gand" (n° 1779).

- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes avec les Roms à Gand" (n° 1781).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

16. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre record de demandes d'asile en 2010" (n° 1924).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

17. Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les cartes pour étrangers" (n° 2027).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

18. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les vols à l'étalage en Belgique" (n° 2033).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

19. Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique de retour en Afghanistan" (n° 2038).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

20. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la notion d'enfant à charge dans les demandes de régularisation" (n° 2144).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

21. Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le rapport d'évaluation critique de Fedasil concernant l'absence de coordination entre les retours forcés et volontaires" (n° 2149).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

22. Question de M. Bart Somers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique de retour des demandeurs d'asile" (n° 2193).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

23. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les expulsions vers la Côte d'Ivoire" (n° 2206).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

24. Question de M. Rachid Madrane au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la réglementation européenne du 15 décembre 2010 exemptant les ressortissants albanais et bosniaques de visa pour circuler dans l'espace Schengen" (n° 2223).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

25. Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les centres ouverts de retour" (n° 2230).

- Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la proposition de création de centres de retour" (n° 2259).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

26. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'augmentation du nombre de demandes d'asile en provenance du Kosovo" (n° 2242).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

27. Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la condamnation de notre pays pour le renvoi d'un demandeur d'asile vers la Grèce" (n° 2252).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

28. Question de M. Éric Jadot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la grève du personnel survenue au sein du centre fermé de Vottem le 19 janvier 2011" (n° 2255).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

29. Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le renforcement des instances compétentes en matière d'asile" (n° 2257).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

30. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la grève évitée au centre pour illégaux 'De Refuge' à Bruges" (n° 2260).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Prochaine séance : mardi 1^{er} février 2011.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

1. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'opposition au Congo" (n° 1853).

- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la révision de la Constitution congolaise" (n° 2107).

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la révision de la Constitution et les élections au Congo" (n° 2163).

- Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les prochaines élections présidentielles au Congo" (n° 2209).

- Question de M. Patrick Dewael à la ministre de l'Intérieur sur "les élections au Congo" (n° 2231).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

- M. François-Xavier de Donnea est également intervenu dans le cadre d'un mini-débat.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les troubles en Tunisie” (n° 1916).
 - Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation en Tunisie” (n° 1997).
 - Question de Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation des Belges en Tunisie” (n° 2008).
 - Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation en Tunisie et dans les pays voisins” (n° 2125).
 - Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la position de la Belgique à l’égard du régime tunisien déchu” (n° 2170).
 - Question de Mme Karolien Grosemans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le régime transitoire tunisien” (n° 2181).
 - Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le possible impact de la révolution tunisienne sur la région de l’Afrique du Nord” (n° 2229).
 - Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation en Tunisie” (n° 2265).
 - Question de M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation en Tunisie” (n° 2268).
 - Question de M. Philippe Blanchart au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la contestation sociale et politique en Tunisie” (n° 2312).
- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le vote de la Belgique en faveur de la Libye au Conseil des droits de l’homme de l’ONU” (n° 2110).
 - Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “son appui à la candidature de la Libye au Conseil des droits de l’homme des Nations Unies” (n° 2161).
 - Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’entrée de la Libye au Conseil des droits de l’homme de l’ONU” (n° 2173).
 - Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le soutien belge à la Libye au Conseil des droits de l’homme des Nations Unies” (n° 2179).
 - Question de Mme Gwendolyn Rutten au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’entrée de la Libye au Conseil des droits de l’homme de l’ONU” (n° 2194).
 - Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la désignation de la Libye comme présidente du Conseil des droits de l’homme à l’ONU” (n° 2267).
- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

1. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la position défendue par la Belgique au sein du Conseil sur la future politique d'investissement de l'UE" (n° 1688).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les élections présidentielles en Biélorussie" (n° 1799).

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les élections en Biélorussie" (n° 1875).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

3. Question de M. Damien Thiéry au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'état d'avancement de la procédure de ratification du protocole n° 12 à la Convention européenne des droits de l'homme" (n° 1806).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

4. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'attitude des États-Unis à l'égard du Congo" (n° 1874).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'importante mainmise financière de la Chine sur l'Europe" (n° 1878).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

6. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'augmentation du nombre d'exécutions en Iran" (n° 1893).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

7. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les chiffres les plus récents concernant le nombre de journalistes assassinés et enlevés" (n° 1915).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

8. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la politique à l’égard de Jérusalem-Est” (n° 1990).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

9. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le référendum au Soudan et la solution pour Abyei” (n° 1991).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

10. Question de Mme Corinne De Permentier au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les lois rwandaises sur l’idéologie du génocide” (n° 2009).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

11. Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le récent article d’opinion d’Achmed Raschid, auteur pakistanais, et sa proposition de feuille de route pour la paix en Afghanistan” (n° 2029).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

12. Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la culture du safran en remplacement de la production d’opium” (n° 2089).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “un agenda publié par la Commission européenne” (n° 2111).

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le calendrier scolaire de l’UE sans mention des fêtes chrétiennes” (n° 2123).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

14. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “un pédophile belge aux Pays-Bas” (n° 2171).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

15. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les élections présidentielles au Nigéria” (n° 2180).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

16. Question de Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le problème des matières premières” (n° 2199).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

17. Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “une enquête israélienne sur les organisations de défense des droits de l'homme” (n° 2210).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

18. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la vente d'uranium à l'Iran” (n° 2217).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

19. Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le Protocole d'entente avec l'Afghanistan” (n° 2276).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

20. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la position de la Belgique concernant l'indépendance du Sud-Soudan” (n° 2291).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

21. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “de nouveaux viols de masse perpétrés en RDC” (n° 2292).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

22. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la rencontre avec Karimov” (n° 2323).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

Prochaine séance: mardi 1^{er} février 2011.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

Audition de M. Noël Colpin, Administrateur des Douanes et Accises, sur le fonctionnement des services des douanes.

Réunion commune avec la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat.

- Après un exposé introductif, M. Colpin et ses collaborateurs ont répondu aux questions de M. Frank Boogaerts (S), Mme Lieve Maes (S), M. Peter Van Rompuy(S), M. Ahmes Laaouej (S), M. Damien Thiéry, Mme Veerle Wouters et Mme Muriel Gerkens.

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

1. Proposition de loi (Georges Gilkinet, Kristof Calvo, Catherine Fonck, Philippe Goffin, Dirk Van der Maelen) modifiant l'article 145/24 du Code des impôts sur les revenus 1992, n°s 683/1 à 4. (Continuation). (Rapporteur : M. Damien Thiéry).
Avis de la Cour des comptes.

- La discussion a été poursuivie.

2. Proposition de loi (David Clarinval, Damien Thiéry, Philippe Goffin, Josy Arens) relative au taux réduit de TVA pour la démolition et la reconstruction des bâtiments d'habitation, n°s 731/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Georges Gilkinet).
Avis de la Cour des comptes.

- La discussion s'est poursuivie.

3. Proposition de loi (Daniel Bacquelaine) relative au taux réduit de TVA pour la rénovation de logements de 5 à 15 ans, n° 769/1.

- Rapporteur : M. Philippe Goffin.

- M. Damien Thiéry a fait un exposé introductif.

- La discussion a été entamée.

4. Question de M. Éric Jadot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les retards intervenus au niveau de la Régie des Bâtiments dans le calendrier de financement des travaux de rénovation des infrastructures de l'établissement pénitentiaire de Lantin" (n° 2086).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de Mme Karin Temmerman au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le Fonds de Réduction du Coût global de l'Énergie" (n° 2103).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conséquences de l'éventuel déménagement de Megaports dans le port d'Anvers” (n° 2153).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la communication d'informations aux institutions de sécurité sociale pour indépendants pour le calcul des cotisations de sécurité sociale” (n° 2158).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Franco Seminara au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la hausse constante du nombre de faux billets en Belgique” (n° 2241).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Franco Seminara au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'état des Cours de Justice de Mons” (n° 2248).

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'état des bâtiments de la justice montoise” (n° 2263).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine séance : mercredi 2 février 2011.

Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (S) et

➤ **MARDI 25 JANVIER 2011**

Priorités de la Présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne.

- Exposé de Mme Enikő GYŐRI, ministre des Affaires européennes.

- Echange de vues.

- Exposé de MM. Jean De Ruyt et Didier Seeuws, représentant permanent, et représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'Union européenne.

- Un échange de vues a eu lieu.

Prochaine séance: mardi 1er février 2011.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

1. Ordre des travaux.

- Après un échange de vues il a été décidé de ne pas organiser d'audition.

2. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 2 avril 2010 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique - Transmis par le Sénat, n° 801/1.

- Rapporteur : M. Bert Maertens.

- Le ministre de la Défense nationale ainsi que Mme Ingrid Van Den Berghe, administrateur général de l'Institut géographique national (IGN), ont donné un exposé introductif.

- Les articles 1 à 3 ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité.

3. Questions jointes :

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Défense sur "l'avenir des musées militaires" (n° 1580).

- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "le Musée Pégase" (n° 1911).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "l'accueil de demandeurs d'asile à la base de Weelde et la situation concernant l'accueil hivernal" (n° 1617).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la situation en ce qui concerne l'accueil des sans-abri dans les casernes" (n° 1966).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. Christophe Bastin au ministre de la Défense sur "les conclusions du Conseil des Affaires étrangères sur le développement des capacités militaires" (n° 1628).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "le programme BEST" (n° 1652).

- Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Défense sur "les futures vestes de nos militaires" (n° 1657).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "le programme d'acquisition BEST" (n° 1658).

- Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur "les fuites dans la presse au sujet du programme 'Belgian Soldier Transformation'" (n° 1720).

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "les retombées économiques du programme BEST en faveur des firmes belges flamandes et francophones" (n° 2270).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “le fonctionnement de la commission des achats militaires, eu égard à la récente discussion concernant les ‘vestes intelligentes’” (n° 2330).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur “les chars d’assaut Leopard 1A5” (n° 1686).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur “les futurs investissements sur la base aérienne de Florennes” (n° 1834).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur “la rationalisation des infrastructures militaires dans le cadre du plan de ‘finalisation de la transformation’” (n° 1835).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur “l’audit du système d’évaluation ‘Lessons Learned’ par la Cour des Comptes” (n° 1849).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “le rapport de la Cour des comptes ‘Tirer des enseignements des opérations militaires à l’étranger’” (n° 1987).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “le récent rapport de la Cour des comptes ‘Tirer des enseignements des opérations militaires à l’étranger’” (n° 2157).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur “l’accident d’un F-16 au Maroc” (n° 1856).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur “la décision du Conseil des ministres du 24 décembre 2010 concernant la participation à des opérations en 2011 et à la NRF en 2011-2013” (n° 1882).

- Question de M. Philippe Blanchart au ministre de la Défense sur “les engagements opérationnels en 2011” (n° 2321).

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur “la réaffectation de la caserne de la citadelle de Diest” (n° 1920).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “la critique du chef de la Défense M. Delcour” (n° 1932).

- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur “les propos critiques tenus par le chef d'état-major Delcour” (n° 1934).
- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur “les équilibres linguistiques au sein de l'armée” (n° 1937).
- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “la récente lettre de vœux du chef de la Défense, le général Charles-Henri Delcour” (n° 1954).
- Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur “la note du 24 décembre du général Delcour” (n° 2311).

- Le ministre de la Défense a répondu.

15. Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur “la disponibilité des terrains militaires pour des particuliers ou des entreprises” (n° 1958).

- Le ministre de la Défense a répondu.

16. Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur “les deux terrains de camping de l'OCASC à la côte belge” (n° 2077).

- Le ministre de la Défense a répondu.

17. Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur “l'état des cimetières militaires belges” (n° 2195).

- Le ministre de la Défense a répondu.

18. Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur “les accidents survenant lors d'exercices militaires” (n° 2320).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Emancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Président : Mme Valérie Déom

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

1. Discussion sur la lutte contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes :
 - Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes, n°s 237/1 à 3.
 - Proposition de résolution (Valérie Déom, Colette Burgeon, Özlem Özen, Olivier Henry) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes à travers l'utilisation de systèmes analytiques de classification de fonctions sexuellement neutres, n° 512/1.
 - Proposition de résolution (Valérie De Bue, David Clarinval, Corinne De Permentier, Katrin Jadin, Jacqueline Galant, Denis Ducarme) visant à lutter contre l'écart salarial entre les hommes et les femmes, n° 621/1.

- Proposition de loi (Maya Detiège, Hans Bonte, Meryame Kitir, Bruno Tuybens, Renaat Landuyt, Myriam Vanlerberghe, Ann Vanheste, Dirk Van der Maelen, Peter Vanvelthoven) relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs allochtones et autochtones et entre les travailleurs atteints d'un handicap et les travailleurs sans handicap, n° 626/1.
- Proposition de loi (Valérie Déom, Özlem Özen, Olivier Henry, Guy Coëme) modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, n° 740/1.
(Rapporteur : Mme Annick Van Den Ende).

Audition de :

- Mme Nathalie Diesbecq, représentante de la CSC;
 - Mme Simone Gruhlke-Geimer, représentante du ministère de l'Égalité des Chances du Grand-Duché du Luxembourg.
- Mme Nathalie Diesbecq et Mme Simone Gruhlke-Geimer ont donné un exposé.
- Un échange de vues a eu lieu avec les membres.

2. Ordre des travaux.

- Le Comité d'avis organisera une audition avec la FEB, l'Unizo et l'UCM.

Prochaine séance : mercredi 9 février 2011.

Equilibre linguistique à l'armée

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L'EXAMEN DE L'ÉQUILIBRE LINGUISTIQUE À L'ARMÉE

Président : M. Bert Maertens

➤ **MERCREDI 26 JANVIER 2011**

Audition avec le professeur Luc De Vos, Ecole royale militaire.
(Rapporteurs: MM. Gerald Kindermans et Patrick Moriau).

- Le professeur Luc De Vos a donné un exposé et a répondu aux questions de MM. Denis Ducarme, Wouter De Vriendt, Christophe Bastin et Bert Maertens.

Prochaine séance : mercredi 2 février 2011.